



Panorama du département

Le Lot, situé au nord-ouest de Midi-Pyrénées, s'étend sur 5 217 km². Il est adossé au Massif central par le Ségala du Quercy qui culmine à 783 mètres au nord-est du département. De hauts plateaux calcaires abritant le parc naturel du Quercy occupent une grande partie du territoire : les Causses de Martel, de Gramat et de Limogne. A l'ouest du département, la Bouriane, la vallée du Lot et le Quercy blanc sont des zones plus vallonnées. Le département est traversé d'est en ouest par deux principaux cours d'eau, le Lot au sud du territoire et la Dordogne au nord. De nombreux sites géologiques comme le gouffre du Padirac et la grotte du Pech Merle, ainsi que de magnifiques villages médiévaux comme Loubressac, Carennac, Saint-Cirq-Lapopie ou encore Rocamadour, constituent de véritables musées en plein air et complètent l'intérêt touristique du département. L'occupation du territoire du Lot est très contrainte par sa topographie.

Causses et magnifiques villages médiévaux, l'essentiel de la topographie du Lot

Carte physique du département du Lot



Martine Tornero

Deux villes à forte influence : Cahors et Figeac

L'armature urbaine du Lot repose sur deux principaux axes de communication. L'autoroute A20, longée par la nationale 20, traverse le département du nord au sud, reliant Paris à Montauban via Cahors. La commune de Cahors, préfecture du Lot, compte près de 20 000 habitants au 1^{er} janvier 2009 mais étend son périmètre d'influence sur un vaste territoire abritant 43 600 habitants. La nationale 140, au nord-est du département, dessert Gramat puis Figeac depuis l'A20. L'aire urbaine de Figeac est la deuxième grande aire urbaine lotoise avec 25 300 habitants. Le tissu urbain lotois compte également cinq petites aires beaucoup moins peuplées : Souillac, Biars-sur-Cère, Gourdon, Saint-Céré et Gramat (entre 6 600 et 4 000 habitants), toutes situées au nord du département.

Une attractivité résidentielle forte

Au 1^{er} janvier 2009, le Lot compte 173 600 habitants. Il s'agit d'un des départements français les moins peuplés (87^e rang). Dans la région, seule l'Ariège compte moins d'habitants. Entre 1999 et 2009, sa population augmente de 0,8 % par an, soit 13 500 personnes supplémentaires sur la période. Le rythme est moins rapide que celui observé en moyenne pour la région dont l'essor est important (+ 1,2 % par an), mais la croissance démographique lotoise est néanmoins supérieure à celle de l'ensemble de la métropole (+ 0,7 % par an). Ce développement démographique est uniquement dû à l'arrivée de population sur le territoire (+ 1,1 % par an), un taux de variation du solde migratoire parmi les plus forts de métropole et comparables à celui de la Haute-Garonne (+ 1,1 %). En revanche, les décès beaucoup plus nombreux que les naissances freinent l'essor démographique du département à hauteur de - 0,3 % par an, un solde naturel parmi les plus faibles de métropole.

Après avoir perdu plus d'un tiers d'habitants dans la première moitié du 20^e siècle, la population lotoise stagne pendant 20 ans. Elle renoue avec la croissance à partir de la fin des années 70. Au cours de la décennie précédente (1990-1999), la population n'augmentait que de 0,3 % par an, soit une progression plus faible qu'en métropole (+ 0,4 %). Sur cette période, si le solde naturel était déjà négatif, l'attractivité résidentielle était beaucoup moins prononcée qu'aujourd'hui, avec une hausse annuelle moyenne de 0,6 % due au solde migratoire.

Une périurbanisation marquée autour des grands centres urbains

Entre 1999 et 2009, l'essor démographique se vérifie surtout autour des grands centres urbains qui, eux, connaissent le plus souvent une faible augmentation voire une stagnation de leur population. Si la commune de Cahors ne semble pas bénéficier intra-muros de la croissance démographique du département (- 0,3 % contre + 8,5 % pour la population de l'ensemble du Lot en dix ans), c'est que l'accroissement démographique est concentré dans les communes périphériques. Ainsi, la population de Crayssac (+ 65 %) et de Mercuès au nord, de Lalbenque et Cieurac au sud (+ 45 % pour ces trois communes) se développent fortement. Le même phénomène s'observe autour de Figeac. Si la population de la ville-centre augmente peu entre 1999 et 2009 (+ 2,5 %), la périurbanisation autour de Figeac gagne du terrain au-delà même du département. De nombreuses communes proches de Figeac sont en pleine croissance démographique, comme Camburat,

L'agglomération de Figeac étend fortement son influence sur les communes environnantes

Armature urbaine du Lot

	Population	
	2009	1999
Principales communes		
Cahors	19 948	20 003
Figeac	9 847	9 606
Gourdon	4 622	4 882
Souillac	3 864	3 671
Saint-Céré	3 563	3 515
Principales unités urbaines (agglomérations)*		
Cahors	23 357	23 128
Figeac	16 444	9 991
Saint-Céré	4 654	4 415
Souillac	4 629	3 641
Gourdon	4 622	4 882
Principales aires d'influence des unités urbaines**		
Grande aire urbaine		
Cahors	43 603	38 101
Figeac	25 260	15 442
Petites aires**		
Souillac	6 611	//
Biars-sur-Cère	5 852	//
Gourdon	5 471	//

*Contour 1999 pour les données de 1999, contour 2010 pour les données de 2009

**Souillac, Biars-sur-Cère et Gourdon n'étaient pas des aires d'influences urbaines en 1999. Le Lot ne compte aucune aire moyenne.

Sources : Insee - Recensements de la population, exploitation principale

Forte attractivité de la population

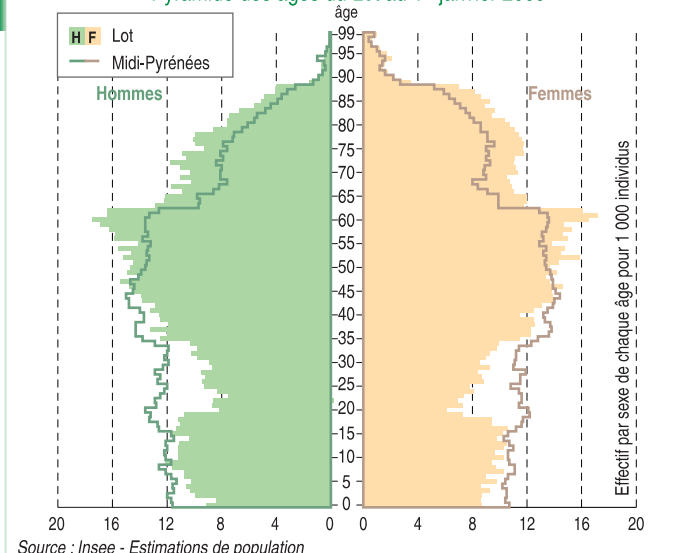
Nombre d'habitants et évolution de la population de 1999 à 2009

	Population		Évolution annuelle 1999 - 2009 (%)		
	2009	1999	Total	Due au solde	
				naturel	migratoire apparent
Lot	173 562	160 034	0,8	- 0,3	1,1
Midi-Pyrénées	2 862 707	2 552 696	1,2	0,1	1,1
France métropolitaine	62 465 709	58 520 688	0,7	0,4	0,3

Sources : Insee - Recensements de la population, exploitation principale

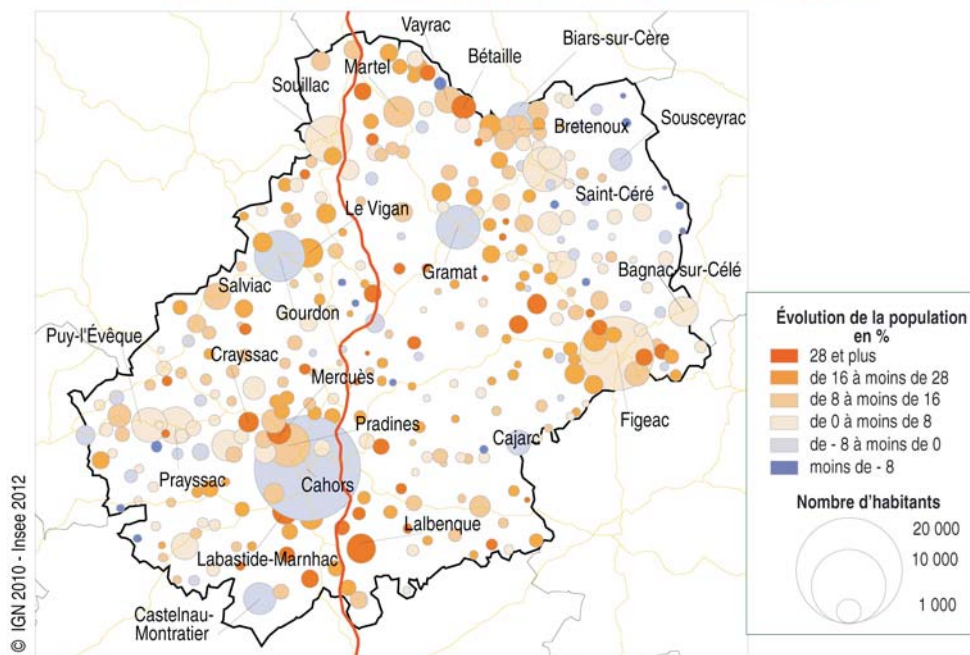
Une population très âgée

Pyramide des âges du Lot au 1^{er} janvier 2009



Dynamique démographique marquée sur l'axe Figeac-Saint-Céré-Martel

Nombre d'habitants par commune et évolution de la population entre 1999 et 2009



Sources : Insee - Recensements de la population

Saint-Félix et Lunan (entre 89 % et 42 % en dix ans). Dans le nord du département, certaines communes des petites aires de Souillac, Biars-sur-Céré et Gourdon comme Puybrun, Lanzac, Payrinac ou Bretenoux, se développent (entre +24 % et +9 %). Alors que la ville-centre de Souillac connaît un léger essor démographique (+5 % en dix ans), la population de Gourdon baisse de 5 %. Enfin la population de la plupart des communes de la pointe nord du Lot bénéficie de la proximité de Brive et connaissent une forte croissance, comme Le Vigan (+23 %), Bétaille (+28 %) ou Cuzance (+42 %). *A contrario*, de nombreuses communes situées dans le Ségala de Quercy, zone très accidentée au climat plus rude, perdent des habitants, comme Sousceyrac.

32 000 seniors supplémentaires dans le Lot dans trente ans

Structure par âge de la population en 2009 et 2040 (projection)

	Population en 2009			Projection de population en 2040			
	Lot	Midi-Pyrénées	France métropolitaine	Lot	Midi-Pyrénées	France métropolitaine	
	Nombre	%	%	Nombre	%	%	%
Moins de 3 ans	4 744	2,7	3,3	5 000	2,4	3,0	3,4
De 3 à 5 ans	5 037	2,9	3,3	5 200	2,5	3,1	3,3
De 6 à 17 ans	22 254	12,8	13,6	23 100	11,3	12,6	13,4
De 18 à 24 ans	9 651	5,6	8,6	10 400	5,1	8,0	8,0
De 25 à 29 ans	7 432	4,3	5,8	8 100	4,0	5,5	5,8
De 30 à 39 ans	18 870	10,9	12,7	19 200	9,4	11,6	11,9
De 40 à 49 ans	23 845	13,7	14,1	20 900	10,2	11,6	11,5
De 50 à 59 ans	25 945	14,9	13,5	24 800	12,1	11,9	11,6
De 60 à 64 ans	13 023	7,5	6,0	13 800	6,7	5,5	5,3
De 65 à 74 ans	19 474	11,2	8,7	31 400	15,3	11,7	11,1
De 75 à 84 ans	16 410	9,5	7,4	27 200	13,2	9,7	9,1
85 ans et plus	6 877	4,0	3,0	16 100	7,8	5,8	5,6
Ensemble	173 562	100,0	100,0	205 200	100,0	100,0	100,0

Sources : Recensement de la population 2009, exploitation principale ; Omphale 2010 - scénario central

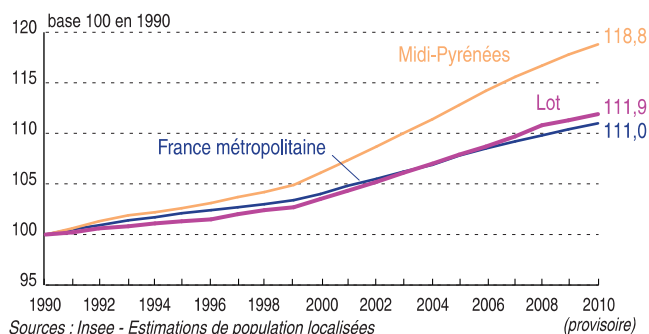
Un quart de seniors en 2009, plus d'un tiers en 2040

Le Lot est le département français le plus âgé après la Creuse. Sa moyenne d'âge est de 45,2 ans contre 39,7 ans en métropole. La pyramide des âges est très atypique : les moins de 50 ans sont beaucoup moins nombreux qu'en Midi-Pyrénées ou en métropole (respectivement 52,9 % de l'ensemble de la population lotoise contre 61,5 % et 64,5 %). C'est surtout entre 18 et 40 ans que le déficit est marqué : les jeunes ménages moins nombreux ici qu'ailleurs expliquent alors la faiblesse du nombre de jeunes enfants.

À l'opposé, la part des seniors (65 ans ou plus) est très forte, 25 % de la population lotoise contre seulement 19 % en Midi-Pyrénées et 17 % en métropole. Si les dynamiques de fécondité, de mortalité et de flux migratoires restaient identiques à celles observées dans les années 2000, 36 % des Lotois auraient plus de 65 ans en 2040. Le département resterait avec la Creuse celui comptant le plus de seniors. Le vieillissement de la population serait plus marqué qu'en métropole : la part des 65 ans ou plus augmenterait de 12 points, soit la progression la plus rapide des départements de Midi-Pyrénées, et l'une des plus fortes de métropole (13^e rang). Le Lot compterait ainsi 32 000 seniors supplémentaires à l'horizon 2040.

Croissance démographique légèrement plus marquée qu'en moyenne métropolitaine depuis 2004

Évolution de la population au 1^{er} janvier, de 1990 à 2010



Près d'un logement sur cinq est une résidence secondaire

Le Lot compte 110 500 logements en 2009. Parmi eux, 19 % sont des résidences secondaires. Ce parc est bien plus développé qu'en Midi-Pyrénées (11 %). Il se répartit sur l'ensemble du territoire, même si les résidences secondaires sont un peu plus nombreuses dans la vallée du Lot et dans la pointe nord-ouest, au-dessus d'une ligne Gourdon-Gramat-Saint-Céré. Dans certains villages des Causses de Limogne et de Gramat et de la vallée de la Dordogne, ces logements de villégiature représentent une part importante de l'habitat : à Saint-Cirq-Lapopie, Vers, Floriac, Alvernac ou encore Loubressac, entre six à quatre logements sur dix sont des résidences secondaires.

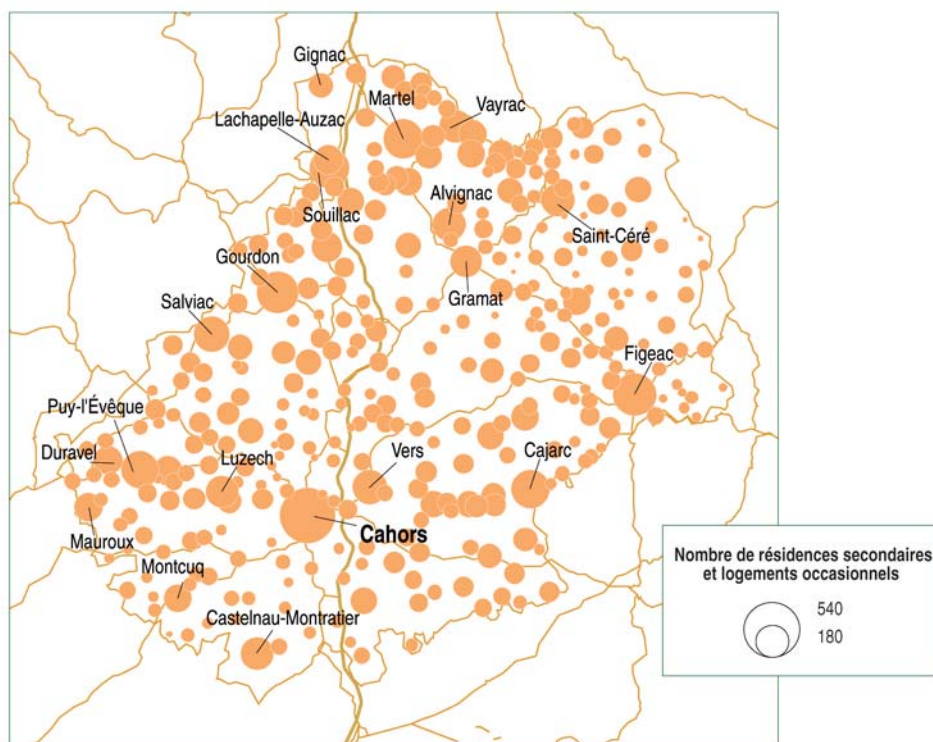
Le parc de résidences principales est moins important dans le Lot (72 % de l'ensemble des logements) qu'en Midi-Pyrénées ou en province (82 %). Les logements vacants représentent 9 % du parc de logements, soit un peu plus qu'en Midi-Pyrénées ou en province. Entre 1999 et 2009, le nombre de logements progresse de 16 %, une dynamique moins rapide qu'en moyenne en Midi-Pyrénées (+ 18 %), mais plus forte qu'en province (+ 13 %).

Des temps d'accès plus longs aux services

Le Lot compte quarante-neuf communes pôles de services qui offrent une grande variété d'équipements à la population. C'est relativement peu, mais cela s'explique par des densités de population faibles dans certaines parties du territoire, comme les Causses de Gramat ou de Limogne où les pôles de services y sont plus rares qu'ailleurs. Ainsi, 54 % des habitants vivent dans une commune pôles de services ; c'est beaucoup moins qu'en Midi-Pyrénées (78 %) ou en province (82 %). Néanmoins, en complément à ces communes pôles de services, de nombreux petits villages offrent à la population les services les plus courants, comme une épicerie ou une école primaire. Ainsi

Un parc de résidences secondaires réparti sur l'ensemble du territoire

Nombre de résidences secondaires et logements occasionnels par commune, en 2009



Source : Insee - Recensement de la population 2009

© IGN 2010 - Insee 2012

Un parc de résidences secondaires important

Parc de logements par catégorie au 1^{er} janvier 2009 et évolution entre 1999 et 2009

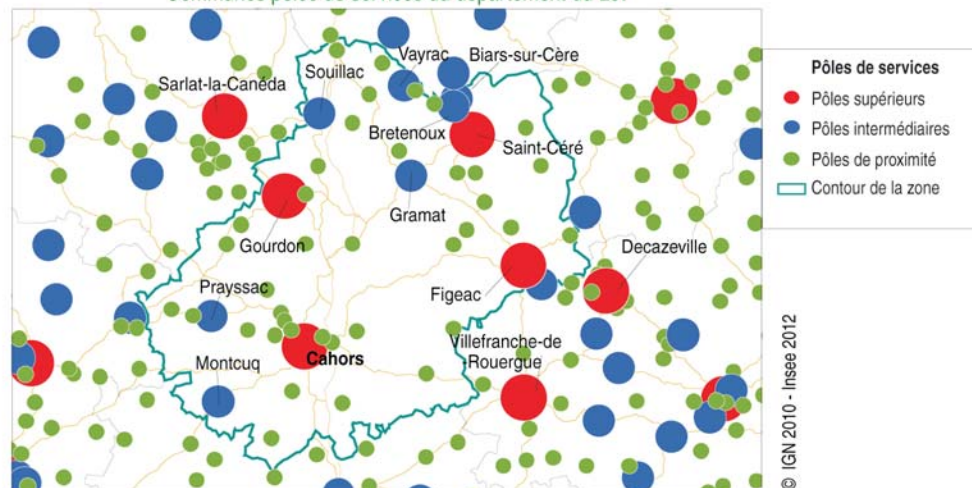
	Lot			Midi-Pyrénées		France de province	
	Nombre	Part (%)	Évolution 1999 - 2009	Part (%)	Évolution 1999 - 2009	Part (%)	Évolution 1999 - 2009
Résidences principales	79 575	72,0	16,2	81,8	19,0	82,0	13,6
Résidences secondaires*	21 140	19,1	8,9	10,5	9,7	11,0	7,3
Logements vacants	9 829	8,9	37,5	7,7	21,5	7,0	19,1
Ensemble	110 544	100,0	16,3	100,0	18,1	100,0	13,3

* Y compris logements occasionnels

Sources : Insee - Recensements de la population, exploitation principale

Peu de pôles de services

Communes pôles de services du département du Lot



Source : Insee - Base permanente des équipements 2010

© IGN 2010 - Insee 2012

Une proportion d'actifs la plus faible de Midi-Pyrénées

Population de 15 ans ou plus par type d'activité au 1^{er} janvier 2009

	Lot		Midi-Pyrénées	France métropolitaine
	Nombre	Part (%)	Part (%)	Part (%)
Actifs ayant un emploi	67 345	45,7	49,9	51,2
Chômeurs	7 826	5,3	5,9	6,4
Retraités	54 203	36,8	28,7	26,2
Elèves, étudiants	8 068	5,5	8,3	8,2
Autres inactifs	9 857	6,7	7,2	8,0
Ensemble	147 299	100,0	100,0	100,0

Source : Insee - Recensement de la population 2009, exploitation principale

Le Lot dispose de 396 services pour 10 000 habitants, c'est le taux le plus important des départements de Midi-Pyrénées. Trente-huit communes sont pôles de services de proximité, offrant au moins la moitié de la gamme de services les plus courants (école primaire, épicerie, médecin généraliste, bureau de poste...). Elles se concentrent dans les zones plus densément peuplées. Sur les sept pôles de services intermédiaires (collège, supermarché, orthophoniste, Trésor public ...), deux se situent au sud-ouest du département, Prayssac et Montcuq, et cinq au nord, Souillac, Vayrac, Biars-sur-Cère, Bretenoux et Gramat. Le Lot compte aussi quatre pôles de services supérieurs offrant des services plus spécifiques (lycée, hypermarché, maternité, agence de Pôle emploi...). Ils se situent à Cahors, Gourdon, Saint-Céré et Figeac et sont ainsi bien répartis sur l'ensemble du territoire.

Les temps d'accès moyen aux services sont plus longs pour les Lotois que pour l'ensemble des habitants de Midi-Pyrénées ou de métropole. Il est de 7 mn contre 4 mn pour les services intermédiaires et de 16 mn contre 10 à 11 mn en Midi-Pyrénées ou en province pour les services supérieurs.

Moins d'actifs dans le Lot

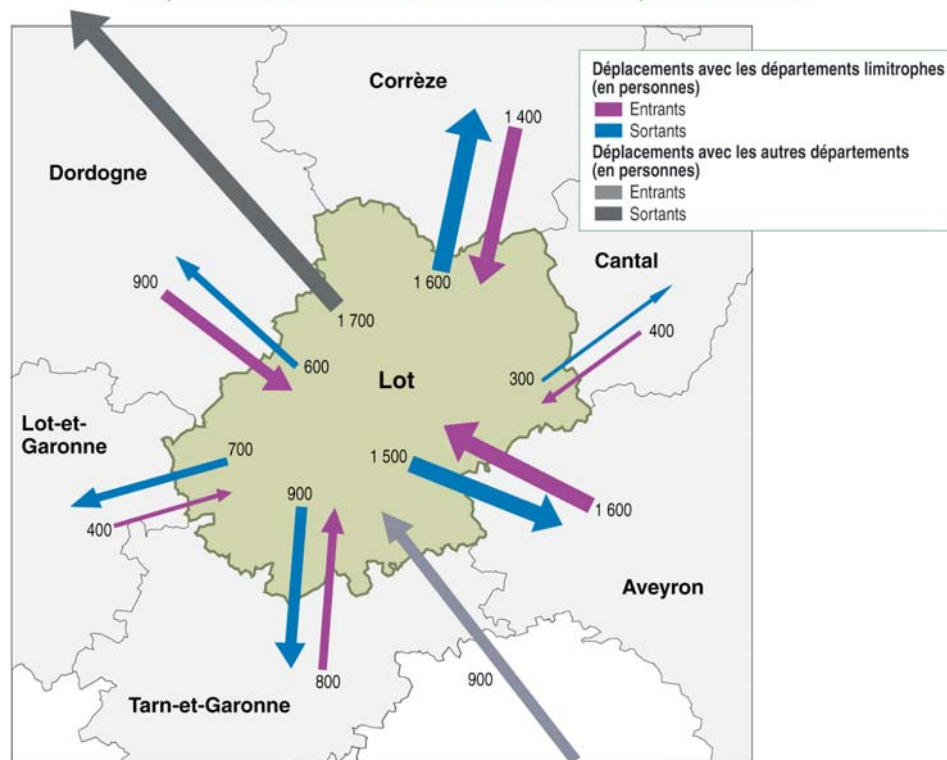
En 2009, la population à la recherche ou ayant un emploi représente 51 % de la population de 15 ans ou plus du département, bien moins qu'en métropole (58 %). C'est la proportion la plus faible des départements de Midi-Pyrénées, derrière les Hautes-Pyrénées (52 %). Cela s'explique d'abord par une proportion de retraités très élevée. De plus, parmi la population en âge de travailler (15 à 64 ans), le nombre de personnes déclarant travailler ou rechercher un emploi

est plus faible qu'ailleurs : le taux d'activité est de 71,0 % contre 71,9 % en Midi-Pyrénées (5^e rang régional). Bien que les jeunes Lotois âgés de 15 à 24 ans soient plus souvent actifs que l'ensemble des jeunes Midi-Pyrénéens (les étudiants partant ailleurs pour étudier), *a contrario* les plus âgés (55 à 64 ans), fortement représentés parmi la population lotoise, le sont moins souvent.

Pour 100 actifs en emploi dans le Lot, le département n'offre que 98 emplois. Ainsi, les échanges domicile-travail entre le Lot et les autres départements sont légèrement déficitaires : alors que 7 300 Lotois travaillent hors du département, seules 6 400 personnes non résidentes viennent y travailler. Ces flux sont plus denses avec la Corrèze et l'Aveyron. Ils sont bénéficiaires avec les départements du Cantal, de l'Aveyron et surtout de la Dordogne. Ils sont déficitaires avec le Tarn-et-Garonne, la Corrèze et surtout le Lot-et-Garonne.

De nombreux échanges avec la Corrèze et l'Aveyron

Déplacements domicile-travail entre le Lot et les autres départements en 2009



Source : Insee - Recensement de la population, exploitation principale

© IGN 2010 - Insee 2012

Un chômage moins élevé qu'ailleurs

Le chômage touche structurellement moins les Lotois que l'ensemble de la population de Midi Pyrénées ou de métropole. Depuis 2008, le Lot, comme la plupart des territoires, a été touché par la crise économique et financière. En 2010, le taux de chômage atteint 8,6 % de la population active, soit une augmentation de 1,8 point en deux ans. Cette augmentation est néanmoins inférieure à celles de Midi-Pyrénées ou de la métropole. Le taux de chômage lotois reste ainsi plus faible qu'en Midi-Pyrénées (9,4 %) et qu'en métropole (9,3 %). Fin 2011, les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus sont proportionnellement plus nombreux qu'en métropole (23 % contre 19 %), en lien avec la présence relative de cette tranche d'âge plus forte dans la population lotoise. À l'inverse, les Lotois âgés de 25 à 49 ans inscrits à Pôle emploi sont moins nombreux qu'en métropole (60,8 % contre 63,9 %). La part des employés à la recherche d'un emploi est également plus importante (67 % contre 63 % en métropole).

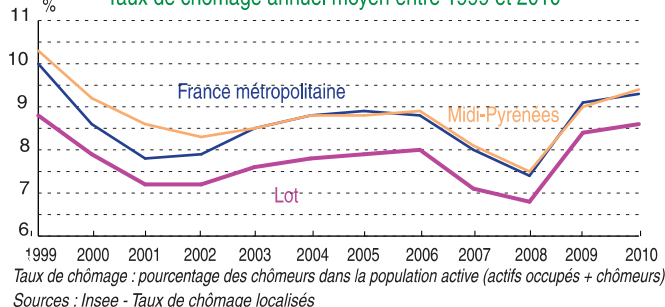
Le revenu moyen des plus fortunés, en 2^e position en Midi-Pyrénées

En 2010, les revenus sont moins élevés dans le Lot qu'en province. Ainsi, la moitié des Lotois appartiennent à un ménage bénéficiant d'un revenu fiscal de moins de 17 300 euros par unité de consommation contre 18 500 euros en Midi-Pyrénées et 18 300 euros en province. Cela s'explique en partie par une part de revenus liés aux retraites nettement plus importante (36 % contre 26 %). Cette proportion est la plus forte des départements métropolitains après la Creuse (37 %) qui compte aussi de nombreux seniors. La part des ménages imposés est plus faible qu'en région ou en métropole.

Pour autant, la précarité financière n'est pas plus développée dans ce département, au regard du plafond des bas revenus : ce plafond, qui correspond au montant maximum perçu par les 10 % les moins aisés, s'élève à 7 000 euros par unité de consommation (UC) comme en moyenne en Midi-Pyrénées, contre 6 800 en province. A l'autre extrémité de l'échelle des revenus, le plancher des revenus des 10 % les plus fortunés (33 000) est le 2^e plus élevé dans la région, certes loin derrière celui des ménages les plus aisés de Haute-Garonne qui bénéficient au minimum de 39 900 euros par UC. Les disparités de revenus sont moins fortes dans le département : le rapport entre le plancher des hauts revenus et le plafond des bas revenus est peu

Un chômage plus faible qu'en métropole

Taux de chômage annuel moyen entre 1999 et 2010



Revenus salariaux : la part la plus faible après la Creuse

Revenu fiscal des ménages par unité de consommation en 2010

	Lot	Midi-Pyrénées	France de Province
Nombre de ménages fiscaux	77 809	1 239 866	21 647 812
Part des ménages imposés (%)	51,1	55,3	55,9
Revenu fiscal médian (euros)	17 318	18 460	18 263
Revenu fiscal 1 ^{er} décile (euros)	7 008	7 016	6 844
Revenu fiscal 9 ^e décile (euros)	33 006	35 906	35 316
Rapport interdécile	4,7	5,1	5,2
Part des revenus salariaux*	50,1	60,6	61,5
Part des pensions, retraites, rentes*	35,7	26,5	26,6

* en % du revenu fiscal

Sources : Direction Générale des Impôts, Insee 2010

Moins de bénéficiaires du RSA

Allocataires des cinq minima sociaux fin 2010 dans le Lot (RSA « socle non majoré », RSA « socle majoré », ASS, AAH, ASPA-AS)

	Lot		Midi-Pyrénées		France métropolitaine	
	Nombre d'allocataires	Population couverte* (%)	Nombre d'allocataires	Population couverte* (%)	Nombre d'allocataires	Population couverte* (%)
RSA ⁽¹⁾ « socle non majoré »	2 508	3,4	51 870	4,2	1 183 192	4,3
RSA ⁽¹⁾ « socle majoré »	395	0,8	7 745	0,9	190 557	1,0
AAH ⁽²⁾	3 424	4	47 514	3	884 839	2,5
ASS ⁽³⁾	1 017	//	14 522	//	332 600	//
AS et ASPA ⁽⁴⁾	2 018	//	30 541	//	510 091	//

* Part des allocataires et de leur ayants droit dans la population de moins de 65 ans en 2010

Sources : CAF, MSA, Pôle emploi, CNAVTS, SASV, CNRACL, FSPOEIE, RSI-Commerçants, RSI-Artisans, SNCF, Enim, Régime minier, Cavimac, Insee - Estimations de la population

⁽¹⁾ RSA : le Revenu de Solidarité Active est une prestation sociale destinée à permettre l'insertion sociale. Non majoré, il remplace le Revenu Minimum d'Insertion. Les bénéficiaires du RSA « majoré » sont en grande partie ceux qui percevaient l'Allocation de Parent Isolé (API). Cependant, le public du RSA « majoré » est élargi aux parents isolés dont les enfants à charge ont moins de 25 ans.

⁽²⁾ AAH : l'Allocation Adulte Handicapé est destinée à assurer un minimum de revenu aux personnes qui présentent une incapacité permanente.

⁽³⁾ ASS : l'Allocation de Solidarité Spécifique assure un minimum de revenu aux personnes dont les droits à l'assurance chômage sont arrivés à expiration.

⁽⁴⁾ AS et ASPA : l'Allocation Supplémentaire vieillesse et l'Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées sont destinées à assurer un minimum de revenu aux personnes âgées.

Les établissements appartenant au service marchand relativement peu nombreux

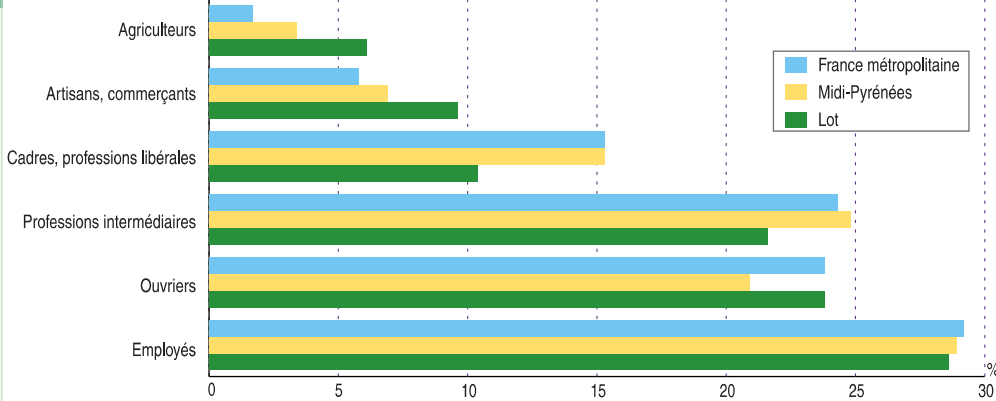
Nombre d'établissements actifs au 31 décembre 2010 selon le secteur d'activité

	Lot		Midi-Pyrénées	France métropolitaine
	Nombre	Part (%)	Part (%)	Part (%)
Agriculture, sylviculture, pêche	6 250	27,5	19,8	11,3
Industrie	1 494	6,6	6,1	5,7
Construction	2 289	10,1	9,8	9,6
Commerce, transports et services divers	9 937	43,8	50,0	59,6
Administration publique, enseignement, santé et action sociale	2 734	12,0	14,3	13,8
Ensemble	22 704	100,0	100,0	100,0

Source : Insee - Connaissance locale de l'appareil productif 2010

Des cadres relativement peu nombreux dans le Lot

Part de la population active* selon la catégorie socioprofessionnelle en 2009



* sauf chômeurs n'ayant jamais travaillé, ils représentent moins de 1 % de la population active.

Source : Insee - Recensement de la population 2009, exploitation complémentaire

élevé : 4,7 contre 5,1 en Midi-Pyrénées et 5,2 en province.

Fin 2010, 4,2 % de la population lotoise de moins de 65 ans bénéficie du Revenu de Solidarité Active (RSA). C'est relativement moins qu'en moyenne en Midi-Pyrénées (5,1%) et en métropole (5,3 %). Les allocataires de la Caisse d'allocation familiale et leurs ayants-droit disposant de l'allocation Adulte Handicapé (AAH) sont proportionnellement plus nombreux (4 % de la population de moins de 65 ans contre respectivement 3,0 % et 2,5 %).

L'élevage d'ovins, une spécificité lotoise

Les établissements lotois sont nombreux à être tournés vers l'agriculture. Ce secteur comprend 28 % du nombre d'établissements actifs en 2010 dans le département, une proportion bien plus forte qu'en Midi-Pyrénées (20 %) et surtout en métropole (11 % seulement). L'agriculture lotoise compte une forte proportion d'établissements pratiquant la culture de céréales ou l'élevage de bovins, caprins et d'ovins. L'élevage d'ovins est une spécificité du département favorisée par les grandes prairies naturelles des Causses : il concerne 14,1 % des établissements agricoles contre seulement 1,6 % en métropole. Le département compte relativement plus d'établissements industriels et de construction que dans l'ensemble de la région ou en métropole. *A contrario*, les activités de services marchands sont moins développées et ne représentent que 44 % des établissements lotois contre 50 % en Midi-Pyrénées voire même 60 % en métropole. Le secteur public (administration, enseignement, santé et action sociale) est lui aussi sous-représenté en termes d'établissements dans le département.

La plus faible progression du nombre d'emplois de la région

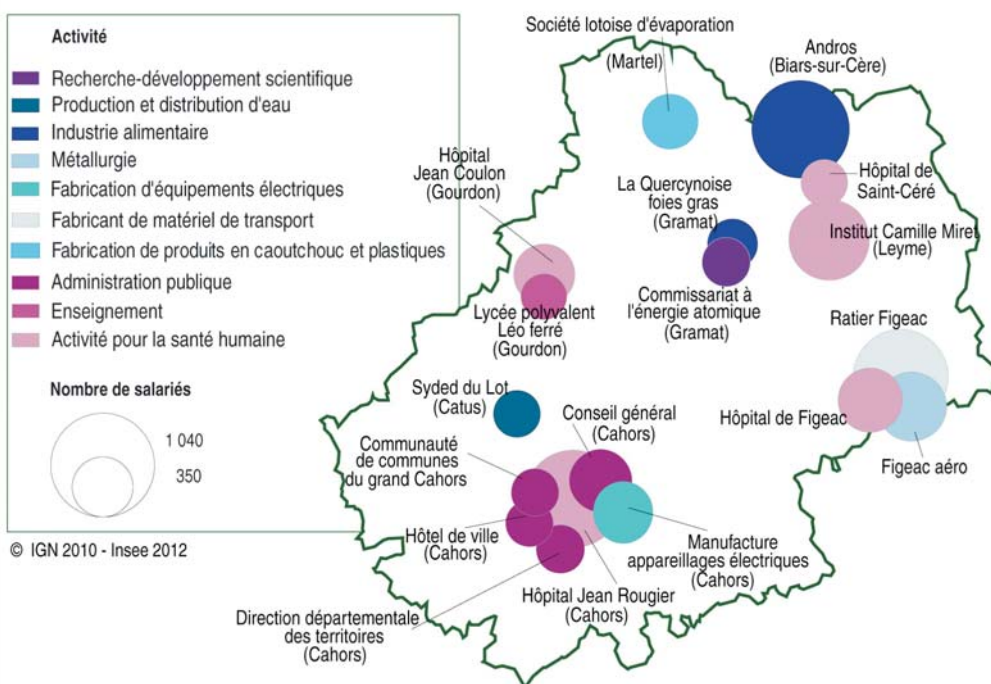
Emploi par grands secteurs au 31 décembre 2009

	Lot			Midi-Pyrénées		France métropolitaine	
	Nombre	Part (%)	Évolution (%) 1999 - 2009	Part (%)	Évolution (%) 1999 - 2009	Part (%)	Évolution (%) 1999 - 2009
Agriculture	5 048	7,9	-24,6	4,3	-21,7	2,6	-20,2
Industrie	9 087	14,3	3,1	12,8	-3,3	13,4	-15,3
Construction	5 200	8,2	24,8	7,3	31,1	6,6	22,0
Services marchands	22 903	36,0	0,8	43,2	19,4	46,8	13,0
Services non marchands	21 355	33,6	8,4	32,4	13,4	30,6	10,2
Emploi total	63 593	100,0	2,4	100,0	12,3	100,0	6,8
dont salarié	51 902	81,6	6,0	87,6	15,0	90,9	7,1
dont non salarié	11 691	18,4	-10,7	12,4	-3,9	9,1	3,4

Source : Insee - Estimations d'emploi localisées

L'hôpital Jean Rougier à Cahors et l'établissement Andros à Biars-sur-Cère, principaux employeurs dans le Lot

Localisation des principaux établissements employeurs au 31 décembre 2010



Source : Insee - Connaissance locale de l'appareil productif 2010

L'emploi industriel résiste dans le Lot

Fin 2009, le Lot compte 63 600 emplois. L'emploi agricole est deux fois plus important qu'en moyenne en Midi-Pyrénées ou en métropole (8 % de l'emploi total contre respectivement 4 % et 3 %). Dans l'industrie, la construction et les services non

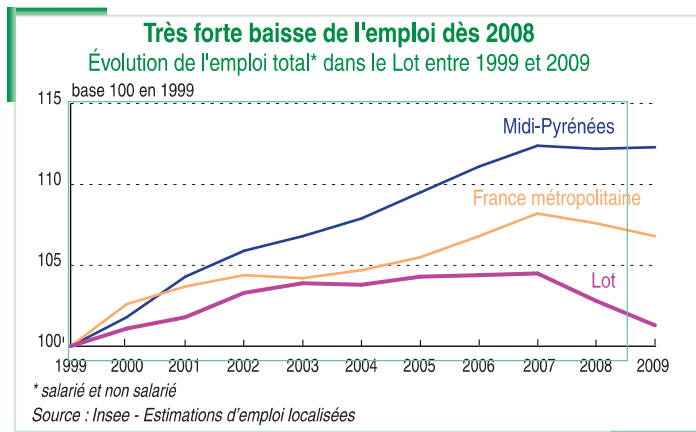
marchands, l'emploi est aussi surreprésenté. C'est notamment le cas dans l'industrie alimentaire, la métallurgie et les services d'hébergement médico-social et de l'action sociale. À l'opposé, les services marchands proposent relativement peu d'emplois dans le Lot (36 % contre 43 % en Midi-Pyrénées et 47 % en métropole). La proportion de non salariés est plus forte dans ce département, en lien avec son caractère agricole marqué (18 % de l'emploi total contre 12 % en Midi-Pyrénées et 9 % en métropole) : plus d'un tiers des non salariés (35 %) travaillent dans l'agriculture, alors qu'ils ne sont que 26 % dans l'ensemble de la région et seulement 15 % en métropole.

Les principaux établissements employeurs lotois sont dispersés sur le territoire. Ils appartiennent à la sphère publique ou à l'industrie, avec des établissements hospitaliers comme l'hôpital Jean Rougier à Cahors (1 000 emplois) et l'institut Camille Miret à Leyme (700 emplois). Dans l'industrie, l'établissement de conserverie de fruits et de confitures Andros à Biars-sur-Cère et l'équipementier Ratier à Figeac emploient chacun environ 1 000 personnes.

Entre 1999 et 2009, l'emploi dans le Lot progresse légèrement (+ 2,4 % contre + 12,3 % dans l'ensemble de Midi-Pyrénées et + 6,8 % en métropole) : c'est la plus faible augmentation observée dans un département de la région. Entre 2003 et 2007, la croissance de l'emploi lotois ralentit sévèrement. Et à partir de 2008, l'impact de la crise économique et financière est plus durement ressenti (- 3,3 % en 2 ans contre - 0,1 % pour l'ensemble de la région et - 1,5 % en métropole).

Sur les dix dernières années, l'agriculture enregistre de fortes pertes d'emplois : 1 600 emplois agricoles disparaissent dans le Lot, soit un emploi sur quatre, un recul plus fort que dans l'ensemble de Midi-Pyrénées ou en métropole. Ce constat concerne presque exclusivement l'emploi non salarié. Dans le secteur agricole, les petites exploitations, plus fragiles, prédominent.

Dans le même temps, les emplois dans la construction et les services non marchands augmentent moins fortement. Ceux des services marchands stagnent alors qu'ils augmentent nettement en Midi-Pyrénées (+ 19 %) et en métropole (+ 13 %). Seule l'industrie tire son épingle du jeu, soutenue par la filière aéronautique : ce secteur affiche une hausse de 3 % de l'emploi entre 1999 et 2009 alors que dans le même temps il baisse légèrement en région (- 3 %) et plus sévèrement en métropole (- 15 %).



Définitions

Le revenu fiscal est la somme des ressources portées sur la déclaration de revenus, avant abattements. Il ne comprend pas les revenus sociaux non déclarés (RSA...).

Un ménage fiscal se compose de tous les foyers fiscaux rattachés à une résidence principale.

L'unité de consommation (UC) est un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de revenus des ménages de taille ou de composition différentes. Le premier adulte du ménage compte pour 1 UC, les autres personnes de 14 ans et plus comptent chacune pour 0,5 UC, les enfants de moins de 14 ans comptent chacun pour 0,3 UC.

Le revenu médian par UC partage la population en deux groupes : la moitié des ménages dispose de revenus inférieurs et l'autre moitié de revenus supérieurs. De la même manière, la répartition de la population en dix groupes selon le revenu croissant permet de définir les **déciles** : un dixième des ménages déclare un revenu par UC compris entre deux déciles consécutifs. Ainsi, les 10 % des ménages les plus modestes déclarent un revenu inférieur au 1^{er} décile, appelé ici **plafond de bas revenus**. Les 10 % les plus riches déclarent un revenu supérieur au 9^e décile, appelé **plancher des hauts revenus**.

Le rapport interdécile du revenu déclaré par UC est le rapport entre le 9^e et le 1^{er} décile. C'est un indicateur de la dispersion des revenus. Plus ce rapport est élevé, moins la répartition des revenus déclarés est homogène.